

EMC Seconde – Thème 5

Libertés économiques et droits sociaux

Les droits sociaux offrent aux citoyens une protection et sont indispensables à leurs libertés. Certains proposent d'offrir de nouvelles aides de l'État, financées par des taxes; d'autres leur objectent que taxes et impôts limitent les libertés économiques des individus.

► Faut-il de nouveaux droits pour les plus démunis ?

1 La protection sociale en France

Qu'est-ce que c'est ?

Des services

Ils peuvent être gratuits, remboursés en totalité ou en partie.

- Frais médicaux
- Frais d'hospitalisation

Des mesures d'assistance

Ces aides concernent les plus pauvres.

- RSA (Revenu de Solidarité Active)
- Minimum vieillesse

Des protections pour les travailleurs

Elles concernent ceux qui ont cotisé et qui rencontrent des difficultés.

- Chômage
- Indemnités maladie, accident du travail...

Des aides universelles

Elles sont versées quel que soit le revenu.

- Allocations familiales

Qui paye ?

- Les **employeurs** payent des cotisations patronales.
- La **population** est prélevée sur ses revenus (cotisations et impôts).

Ces sommes sont versées à différents organismes tels que la Sécurité sociale.

Pour qui ?

Pour quoi ?

- 46% vieillesse et survie
- 35% santé
- 8% famille
- 6% emploi
- 3% logement
- 3% pauvreté et exclusion sociale

Source: DREES, ministère des Solidarités et de la Santé, www.solidarites-sante.gouv.fr, consulté le 20 février 2020.

2 Davantage de gratuité ? L'exemple des transports

« Des transports publics gratuits toute la journée et toute l'année, cela existe dans certaines villes. [...] Faut-il instaurer la gratuité partout en France ? Le sujet fait débat. [...] »

Aujourd'hui, 23 villes proposent la gratuité des transports en commun. Une commune fut l'une des pionnières en la matière : Châteauroux (Indre), 47 000 habitants. Ici, les usagers prennent le bus sans payer depuis maintenant seize ans. « Cela fait une économie d'à peu près 3 euros par jour, fois cinq jours où je travaille. Ça fait une petite économie », estime une femme interrogée dans le bus. En choisissant de ne plus faire payer ses usagers, l'agglomération se prive de recettes. Pourquoi être passé à la gratuité ? Châteauroux avait un objectif clair : doper la fréquentation. Car, à l'époque, les bus tournaient à vide. La fréquentation a explosé avec la gratuité de 1 500 000 passagers à 4 770 000 l'an dernier. Une manière, selon le maire, de dynamiser la ville. Une gratuité compensée par la hausse du versement transport, une taxe payée par les entreprises. »

France Info, « Ce qui fait débat : des transports gratuits pour tous ? ». www.francetvinfo.fr, 1^{er} novembre 2017.

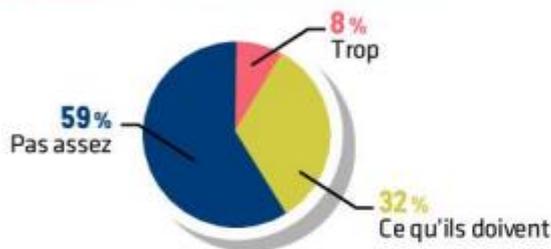
NOTION

Protection sociale : ensemble des moyens collectifs destinés à aider les individus à faire face aux risques de la vie (pauvreté, maladie, vieillesse...).

3 La perception de la pauvreté en France

Sondage réalisé sur les aides pour lutter contre la pauvreté

Les pouvoirs publics en font-ils assez pour les plus démunis ?



Selon vous, quel est l'effet du RSA ?*

- 53%** Il risque d'inciter les gens à ne pas chercher du travail.
- 44%** Il donne un coup de pouce pour s'en sortir.

Source : Observatoire des inégalités, 27 octobre 2017.

*Revenu de Solidarité Active : revenu minimal versé aux personnes sans ressources.



Questions

- Toutes ces aides sont-elles destinées uniquement aux plus pauvres ? Justifiez votre réponse. (doc. 1)
- D'après le texte, pour quelle raison les transports sont-ils gratuits à Châteauroux ? (doc. 2)
- Comment les aides pour les plus démunis sont-elles perçues par les Français interrogés ? (doc. 3)
- Repérez dans le texte des arguments pour et contre le revenu universel, puis trouvez d'autres arguments favorables ou défavorables à cette mesure. (doc. 4)
- D'après vous, que peut faire cette fondation pour aider les personnes mal logées ? (doc. 5)
- Organisez un débat en vous appuyant sur les documents et sur vos connaissances : « Faut-il étendre les droits sociaux en France ? »

4 Le revenu universel, une solution à la pauvreté ?

« Revenu de base, allocation universelle, revenu d'existence, revenu citoyen... Les appellations divergent, mais l'idée est la même : verser à tout citoyen d'un pays donné, sans aucune condition, une somme mensuelle fixe. [...] Fixé à environ 700 ou 800 euros dans la plupart des projets, ce revenu pourrait s'ajouter à certaines allocations (par exemple l'aide au logement) ou les remplacer.

Le dispositif aurait pour effet, selon ses défenseurs, d'éliminer la grande pauvreté en versant aux citoyens de quoi subvenir à leurs besoins vitaux (logement, santé, alimentation). Chaque individu aurait la possibilité de travailler ou non, et pourrait occuper son temps comme il l'entend, en se consacrant à une ONG, une association, à une activité culturelle ou encore à sa famille. [...]

Utopique et coûteux, le dispositif, pour ses opposants, encouragerait l'oisiveté, généraliserait l'assistance et mépriserait la valeur travail. »

Juliette Deborde « Tout comprendre sur le revenu universel »
© www.liberation.fr, 23 septembre 2016.

5 Le droit au logement

Affiche de la Fondation Abbé Pierre, 3 x 4 m, 2008.

Depuis la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable (DALO), tout citoyen a le droit de demander à l'État un hébergement décent et indépendant.